



Les dirigeants européens dans le Bureau ovale, face à celui que le chef de l'OTAN, Mark Rutte, surnomme « Daddy ».

Vers une implosion de l'OTAN ?

Entre la défaite militaire en Ukraine et les récentes déclarations de Donald Trump sur le Groenland, les fondements mêmes de l'Alliance atlantique vacillent. Retour sur quatre dates clés qui ont façonné son destin.

Auguste Maxime

jeu. 05 fevr. 2026

Origine de l'OTAN (1949)

L'OTAN est une alliance politico-militaire créée en 1949, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sous l'impulsion des Américains. Elle visait trois objectifs. Le premier était de contenir l'Union soviétique en projetant une force militaire américaine sur le continent européen. Le second était d'encadrer la

puissance allemande après deux guerres mondiales, partant du Vieux Continent. Enfin, le troisième était de favoriser l'intégration politique et économique de l'Europe occidentale, en la liant étroitement aux États-Unis.

La stratégie américaine se résumait selon la formule attribuée au secrétaire de l'Alliance, Lord Ismay :

« *Garder les Russes dehors, les Américains dedans et les Allemands à terre*
» (*to keep the Russians out, the Americans in, and the Germans down*).

Halford Mackinder

Cette vision s'inspire de la pensée géopolitique de [Halford Mackinder](#) (1861-1947), géographe britannique dont les travaux ont influencé la stratégie des puissances maritimes — le Royaume-Uni, puis les États-Unis — depuis le début du XX^e siècle.

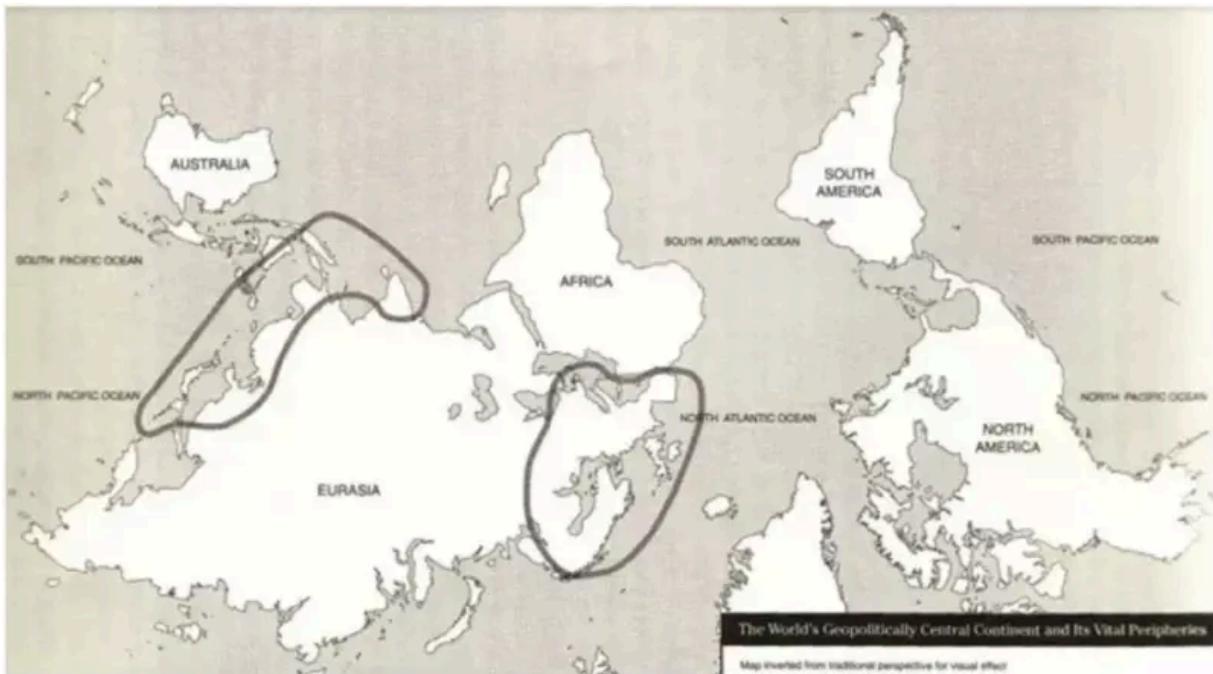
Selon sa « théorie du Heartland », la clé de la domination mondiale réside dans le Heartland eurasiatique : une vaste zone continentale centrée sur la Russie européenne, la Sibérie occidentale et l'Asie centrale (voir carte ci-dessous).

Cette zone géographique est protégée des puissances maritimes par sa profondeur stratégique et l'abondance de ses ressources. Mackinder considérait l'Europe de l'Est — Pologne, pays baltes, Ukraine, Biélorussie, Balkans — non pas comme la périphérie de l'Europe, mais comme la « porte d'entrée » vers ce Heartland.

Il résume ainsi sa vision : « Qui contrôle l'Europe de l'Est commande le Heartland ; qui contrôle le Heartland commande l'île-monde (World Island) ; qui contrôle l'île-monde commande le monde. »

Les Anglo-Saxons ont ainsi toujours redouté une alliance germano-russe, qui combinerait la puissance industrielle et technologique allemande aux immenses ressources et à la profondeur stratégique russe, menaçant directement leur suprématie fondée sur la maîtrise des mers.

Par le biais de l'OTAN, les États-Unis visaient à rapprocher l'Allemagne de l'Ouest de leur influence tout en limitant l'expansion de l'Union soviétique.



Carte extraite de *The Grand Chessboard* (1997) de Zbigniew Brzezinski, où l'auteur réactualise la théorie géopolitique de Halford Mackinder.

Rupture majeure pour les US

En 1949, la conclusion d'une alliance militaire avec l'Europe représenta pour les États-Unis un tournant majeur. Jusque-là, ils se limitaient à des interventions occasionnelles et refusaient tout engagement militaire prolongé.

Cette approche suivait la tradition isolationniste des États-Unis, héritée de la doctrine Monroe. Elle s'inspirait des avertissements de Washington et Jefferson contre les «alliances permanentes». Ces dernières risquaient d'entraîner le pays dans des guerres étrangères éloignées de ses intérêts vitaux.

Dorénavant, l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord obligeait Washington à considérer toute attaque contre l'un de ses alliés comme une attaque dirigée contre eux-mêmes. Un engagement qui se traduisait par une implantation militaire permanente en Europe, comprenant des bases, des forces stationnées, des systèmes nucléaires et une structure de commandement intégrée.

Une alliance fructueuse

L'alliance transatlantique consacra les États-Unis comme puissance globale, chargés de défendre « le monde libre » face à l'Union soviétique. À l'époque, leur économie pesait près de 50 % du PIB mondial et la moitié de la production industrielle. Ils détenaient aussi les deux tiers des réserves d'or mondiales et, grâce aux accords de Bretton Woods (1944), le dollar devint la monnaie de réserve internationale.

Tout au long de la Guerre froide, cette alliance fut un succès incontestable. Elle assura une stabilité relative en Europe, posa les bases du rapprochement franco-allemand et permit l'émergence de l'Union européenne, tout en générant une prospérité inédite.

Absence de but clair et hubris américaine (1991)

Avec l'effondrement de l'URSS en 1991 et la dissolution du Pacte de Varsovie, l'OTAN perdit son ennemi historique et, avec lui, sa raison d'être. Quelques observateurs et diplomates, alors minoritaires, estimèrent que l'Alliance aurait dû être dissoute. En réalité, le débat porta moins sur sa disparition que sur sa transformation et sur son éventuel élargissement vers l'Est.

Le débat sur la transformation et l'extension de l'OTAN

George F. Kennan, architecte de la doctrine du *containment*, qualifia toute expansion de l'OTAN d'« erreur fatale ». Une telle politique allait selon lui, raviver le nationalisme russe, entraver la démocratisation du pays et recréer un climat de guerre froide. Il affirmait que tout élargissement était guidé par un optimisme idéologique. Il avertissait qu'une telle approche négligeait les réalités géopolitiques, historiques et psychologiques de l'espace post-soviétique.

À l'opposé, le président Bill Clinton, en fonction de 1993 à 2001, défendit une stratégie d'élargissement. Selon lui, l'OTAN devait devenir l'instrument d'une Europe « entière et libre ». Elle comblerait le vide sécuritaire laissé par la fin de l'URSS et stabiliseraient les jeunes démocraties d'Europe centrale et orientale. L'Alliance cesserait d'être une structure défensive pour désormais promouvoir les valeurs occidentales.

Ambiguités américaines

Le secrétaire d'État américain James Baker déclara à Mikhaïl Gorbatchev en février 1990 que l'Alliance ne progresserait « pas d'un pouce vers l'Est » (*not one inch eastward*) si l'URSS acceptait l'adhésion de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN.



James Baker (à gauche) et Mikhaïl Gorbatchev (à droite) chargés de gérer la fin de la guerre froide et la réunification de l'Allemagne.

Des assurances furent également avancées par George H. W. Bush, Helmut Kohl et François Mitterrand, comme l'attestent des documents déclassifiés issus des archives américaines, russes, britanniques et allemandes.

Mais ces engagements ne furent jamais formalisés dans un traité. Pour les Américains, il fallait les interpréter comme des garanties temporaires, liées aux circonstances de la réunification allemande.

L'hubris de l'unipolarité américaine

Après l'effondrement du bloc soviétique, les États-Unis représentaient environ 20 à 22 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, ainsi qu'environ 20 à 25 % de la production industrielle mondiale. Le dollar demeurait la monnaie de réserve incontestée. L'emprise de Washington sur les institutions internationales — ONU, FMI, Banque mondiale, — était hégémonique.

La suprématie américaine s'appuyait sur sa puissance militaire, sa domination financière, ses avancées technologiques et son influence culturelle, portée par la Silicon Valley et Hollywood. Les élites américaines croyaient que le libéralisme assurerait leur domination à long terme et que la mondialisation ferait disparaître les rivalités géopolitiques.

La thèse de Francis Fukuyama sur la «fin de l'Histoire» incarnait cet optimisme. La conviction que le monde était sur le point de converger vers le modèle occidental, résumé en deux principes: démocratie et économie de marché.

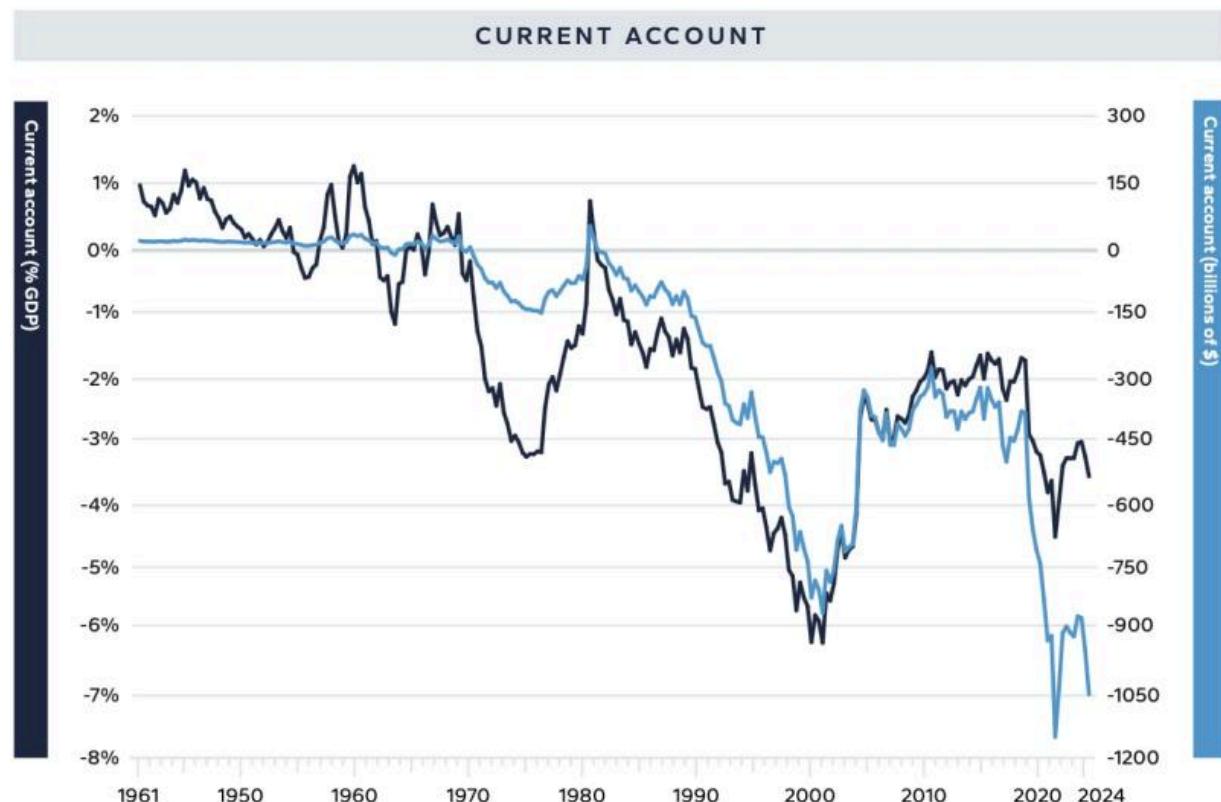
Prélèvement impérial et fragilités structurelles

Pourtant, les États-Unis, ardents défenseurs du libre-échange, laissaient déjà apparaître de profondes fragilités structurelles. Le pays s'éloignait du modèle impérial classique — fondé sur la puissance industrielle et l'efficacité technologique — pour glisser vers une économie tertiarisée et financiarisée. Leur appareil productif était massivement délocalisé, et leur croissance dépendait de plus en plus d'un endettement financé par l'extérieur.

L'Amérique est ainsi passée, vis-à-vis du reste du monde, d'un empire de production à un empire de consommation, comme l'illustre la forte dégradation de son compte courant dans les années 1990 (voir graphique ci-dessous).

Le dollar, en tant que monnaie de réserve mondiale, permettait à Wall Street d'absorber une part croissante de l'épargne mondiale. Mais ces excédents massifs sur la balance des capitaux n'étaient en réalité que la contrepartie d'un déficit commercial permanent.

La force du dollar, en renchérisant les exportations américaines, a nui à la compétitivité des producteurs du pays et accéléré sa désindustrialisation.



Dégradation du compte courant américain. Source : Stephen Miran, *A User's Guide to Restructuring the Global Trading System*

La capacité des États-Unis à vivre au-dessus de leurs moyens, financée par le reste du monde, a été qualifiée par Emmanuel Todd de « prélèvement impérial ». Ce système repose deux piliers : le dollar comme monnaie de réserve et sur la menace implicite de l'armée américaine.

Engrenage impérial et crise économique (2008)

Le sommet de Bucarest

Lors du sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008, une décision historique, aux conséquences tragiques, est prise : la promesse d'une future intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'Alliance atlantique. Cela malgré les réticences de la France et de l'Allemagne, conscientes du risque d'exacerber les tensions avec Moscou.

Cette volonté intervient, de surcroît, dans un contexte de tensions déjà clairement assumées par la Russie. Un an plus tôt, à la Conférence de Munich sur la sécurité, Vladimir Poutine avait livré [un discours virulent](#) à l'égard de l'ordre international dominé par les États-Unis.

Il y dénonçait un monde unipolaire « illégitime » et déstabilisateur. Il accusa Washington de violer le droit international et de recourir unilatéralement à la force —référence faite à l'invasion de l'Irak en 2003. Surtout, il avertissait que l'expansion de l'OTAN vers l'Est était perçue par Moscou comme une menace existentielle.



Lors de son discours à Munich en 2007, le président russe a vivement critiqué l'unilatéralisme et la politique étrangère des États-Unis.

La thèse de Brzezinski

L'adhésion éventuelle de l'Ukraine à l'OTAN est souvent présentée par les responsables politiques américains comme le droit d'un État libre et souverain de choisir ses alliances. Mais cet argument occulte une réalité géopolitique bien connue de Washington.

Zbigniew Brzezinski, l'un des stratèges américains les plus influents du XX^e siècle, l'avait explicitement formulée dès 1997 dans [Le Grand Échiquier](#), réactualisant des principes d'Halford Mackinder :

« Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique. Avec l'Ukraine — subordonnée puis intégrée — la Russie redevient automatiquement un empire. »

Pour Brzezinski, l'Ukraine est une pièce maîtresse de la puissance russe. Avec ses 50 millions d'habitants, elle réunit une industrie lourde, des terres agricoles parmi les plus fertiles d'Europe et des infrastructures énergétiques stratégiques.

Géopolitiquement, elle ouvre un corridor naturel vers l'Europe centrale et la mer Noire, offrant à la Russie une profondeur stratégique face à l'OTAN.

Kiev est aussi le berceau de la Russie médiévale. Sa perte serait bien plus qu'un revers territorial : elle porterait une charge symbolique et identitaire majeure.

Enfin, l'Ukraine conditionne l'équilibre eurasiatique lui-même. Orientée vers l'Ouest, elle contribue à repousser durablement la Russie vers l'Asie. Intégrée dans l'orbite russe, elle permet au contraire la reconstitution d'un ensemble géopolitique capable de contester l'hégémonie américaine sur le continent eurasiatique.

La vague d'élargissement de trop

À Moscou, les vagues successives d'élargissement de l'OTAN sont vues comme un avancée militaire constante vers ses frontières historiques.

En 1999, la première vague post-guerre froide intègre la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. En 2004, sept nouveaux États rejoignent l'Alliance : les trois pays baltes — Estonie, Lettonie, Lituanie — ainsi que la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie, tous issus de l'ancien Pacte de Varsovie.

En 2008, la perspective d'une intégration future de l'Ukraine et de la Géorgie constitue, aux yeux de Moscou, un point de rupture. Si la Russie n'a jamais exigé la dissolution de l'OTAN, elle n'a cessé de dénoncer son expansion, répétant que

l'adhésion de l'Ukraine représenterait une menace existentielle.

Crise économique de 2008

Quelques mois après le sommet de Bucarest, la crise des *subprimes* frappe les États-Unis avec la faillite retentissante de Lehman Brothers le 15 septembre. Cette crise mondiale résulte de l'éclatement d'une bulle immobilière alimentée par un endettement massif.

La dette totale des États-Unis (ménages, entreprises, secteur financier et gouvernement) est passée d'environ 1 000 milliards de dollars en 1964 à plus de 50 000 milliards en 2008, soit une multiplication par cinquante.

Cette explosion de crédit, source d'une richesse inédite aux États-Unis et dans le monde, a été rendue possible par la fin des accords de Bretton Woods en 1971. Depuis lors, la création monétaire et de crédit ne sont plus encadrés par les réserves d'or, alors fixées à 35 dollars l'once.

En 2008, lorsque le secteur privé commence à faire défaut, menaçant de provoquer une dépression mondiale, l'État américain intervient agressivement. Il stimule les dépenses publiques, faisant exploser le déficit budgétaire, et finance les obligations gouvernementales par la création monétaire.

L'une des plus grandes crises financières, révélatrice de l'endettement massif des États-Unis, est finalement résolue... par une émission encore plus massive de dettes, la dette accumulée par le secteur privé étant alors transférée au secteur public.

Originaire de Wall Street, cette crise révèle aussi la vulnérabilité des pays émergents, dépendants à la fois des exportations vers les États-Unis et d'un système financier centré sur le dollar. La Chine et la Russie, durement touchées, réagissent en stimulant leur croissance intérieure, en diversifiant leurs partenaires commerciaux et en réduisant progressivement leur dépendance au dollar. Ces mesures reflètent leur priorité absolue : préserver leur souveraineté.

Les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale), dominées par l'Occident, sont incapables de gérer la crise et d'inclure les pays émergents. En réponse, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine) tiennent leur premier sommet à Iekaterinbourg le 16 juin 2009, créant un forum en faveur d'un ordre multipolaire.



Le 16 juin 2009, les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine se sont réunis à Ekaterinbourg, en Russie, pour le premier sommet officiel du BRIC.

À partir de 2008, les banques centrales du monde entier deviennent acheteuses nettes d'or, un mouvement qui s'accélère après 2012, à la suite de la saisie des actifs russes par les pays occidentaux.

Engrenage impérial : extension militaire et financialisation

L'année 2008 marque un point de bascule historique. D'un côté, l'OTAN poursuit sa poussée vers l'Est, malgré la disparition de la menace soviétique depuis près de deux décennies. De l'autre, le système économique américain révèle ses fragilités structurelles, où la dette devient le moteur principal de sa croissance.

L'extension militaire et la financialisation de l'économie américaine sont les deux faces d'un même impérialisme : d'un côté, militaire, avec l'élargissement de son influence sécuritaire ; de l'autre, monétaire, avec la domination du dollar comme principal outil de financement des déficits américains. Cet engrenage permet de compenser la désindustrialisation intérieure par une projection externe.

Pour prévenir toute tentative de dédollarisation, les États-Unis ont recours à la force contre les pays cherchant à vendre leur pétrole dans une autre monnaie, comme en Irak, où Saddam Hussein a été exécuté en 2006, ou en Libye, avec l'assassinat de Mouammar Kadhafi en 2011.

Vers une désintégration de l'Alliance Atlantique ? (2026)

Défaite de l'OTAN en Ukraine

Le 15 janvier 2026, le président américain Donald Trump a déclaré à Reuters que l'Ukraine — et non la Russie — faisait obstacle à un éventuel accord de paix. Mais comment en est-on arrivé là ?

Après avoir fragilisé la stabilité stratégique européenne en rapprochant progressivement ses forces des frontières russes, Washington a exercé, à partir de 2014, une influence décisive sur l'Ukraine à la suite d'un coup d'État.

L'objectif était d'intégrer le pays dans l'orbite euro-atlantique, en accélérant sa militarisation, au mépris des lignes rouges répétées par Moscou.

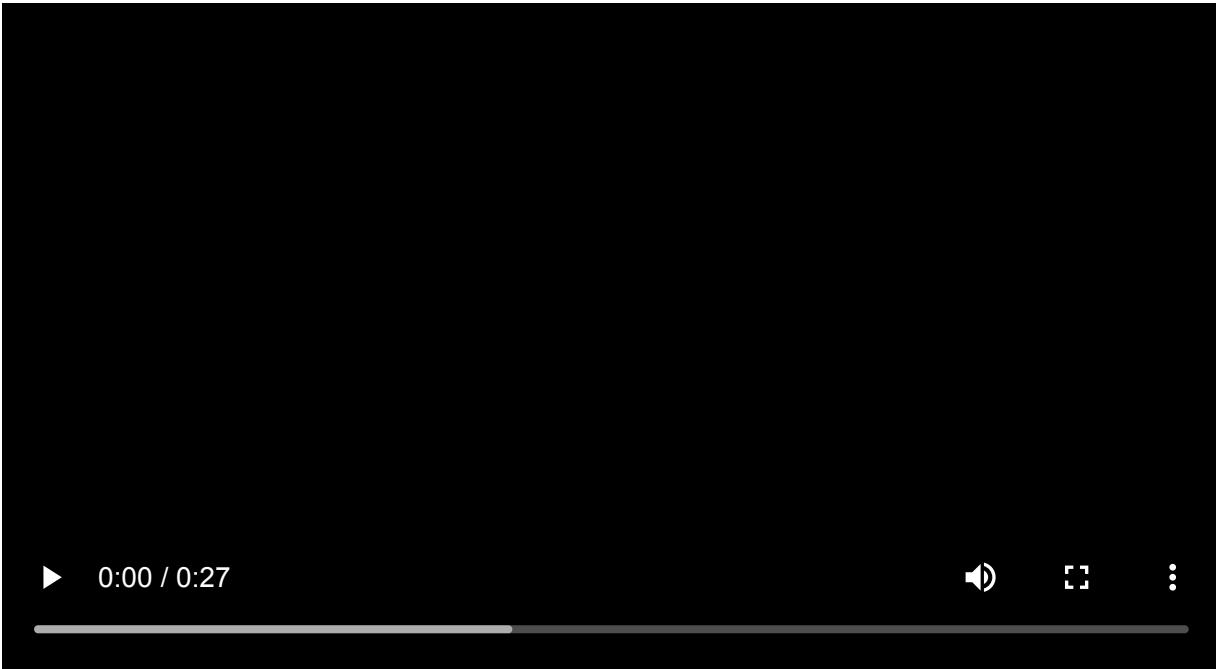
Après le lancement de «l'opération militaire spéciale» par la Russie en février 2022, les États-Unis ont réagi en soutenant massivement Kiev sur les plans militaire, financier et politique. Cette stratégie s'accompagne des sanctions internationales les plus sévères jamais imposées, mobilisant le G7 pour tenter de faire vaciller la troisième puissance géopolitique mondiale.

Malgré l'ampleur de ces mesures, la guerre d'attrition opposant la Russie à l'OTAN par Ukraine interposée semble inexorablement tourner à l'avantage de Moscou, en raison de sa supériorité en matière de ressources humaines, logistiques et industrielles.

Nord Stream

Les États-Unis sont allés jusqu'à saboter des infrastructures énergétiques majeures reliant la Russie à l'Allemagne — les gazoducs Nord Stream — comme l'a révélé le journaliste Seymour Hersh, et comme en témoigne l'ironie affichée par le secrétaire au Trésor américain Scott Bessent lorsqu'il aborde le sujet avec Tucker Carlson (voir ci-dessous).

Il s'agit de la plus grande action terroriste sur le sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Ces pipelines appartenaient à la fois à l'État russe et à des partenaires européens, donc à des membres de l'OTAN. Rarement évoqué publiquement, cet acte a très probablement fragilisé la confiance au sein de l'alliance.



Désengagement américain

Conscients de leur incapacité à « mettre la Russie à genoux », les États-Unis cherchent désormais une voie de sortie en se présentant comme médiateurs d'une guerre qu'ils ont largement contribué à provoquer. Cette posture contraste avec l'attitude d'alliés européens et ukrainiens de plus en plus bellicistes, alors même que le rapport de force sur le terrain leur est défavorable.

Le dernier rapport du Pentagone semble désormais reléguer la Russie au rang de menace « persistante mais gérable », la plaçant en dehors du cœur des priorités stratégiques américaines. Ce glissement stratégique confirme un recentrage des États-Unis vers d'autres théâtres jugés plus décisifs.

Les Européens sont ainsi incités à « assumer une part accrue du fardeau », ce qui se traduit à la fois par un désengagement progressif de Washington et par une pression accrue sur l'Union européenne pour accroître ses dépenses militaires, au profit de l'industrie de défense américaine.

Responsable du plus grave conflit en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, ayant causé des millions de morts et de déplacés, Washington peut néanmoins compter sur les Européens pour occulter leurs propres responsabilités et leurs échecs, et ainsi se présenter comme une puissance raisonnable, animée par la recherche de la paix.

Groenland et la crise diplomatique

Le 6 janvier 2026, quelques jours après l'enlèvement du président vénézuélien, Donald Trump a provoqué une crise diplomatique en annonçant son intention d'annexer le Groenland, par accord ou par la force, pour « sécuriser » l'Arctique face

à la Chine et à la Russie.

Il a menacé d'imposer des tarifs douaniers allant de 10 % à 25 % aux huit pays européens qui refusaient de conclure un accord. Après avoir entraîné l'OTAN dans une guerre perdue contre la Russie, Washington menaçait désormais ses propres alliés, vidant de sa substance l'article 5 et, avec lui, le fondement même de l'Alliance.

En réponse, le président français a dépêché un contingent symbolique au Groenland, accompagné d'unités allemandes, scandinaves et britanniques, afin de ne pas céder au chantage américain. Trump est allé jusqu'à menacer le président français, affirmant qu'il ne lui resterait « que quelques mois au pouvoir » et brandissant la perspective de droits de douane atteignant 200 % contre la France.

Le 21 janvier 2026, Trump a opéré un spectaculaire volte-face lors du Forum économique de Davos. Dans son discours, il a explicitement exclu le recours à la force et annoncé être en voie de conclure un accord sur le Groenland et l'ensemble de la région arctique.



Lors de son discours à Davos le 21 janvier 2026, Donald Trump a assuré qu'il n'utiliseraient pas la force pour s'emparer du Groenland.

Même si l'escalade militaire et économique a été désamorcée, le mal est fait. La confiance des Européens envers les États-Unis a été profondément ébranlée. Menacer un allié de l'OTAN avec des droits de douane et une annexion territoriale a renforcé les doutes sur la fiabilité américaine.

Une note de l'analyste George Saravelos, responsable de la recherche sur les devises à la Deutsche Bank, publiée le 18 janvier, a fait grand bruit. Il y souligne que l'Europe détient plus de 8 000 milliards de dollars d'actifs américains (dette et actions), soit presque le double du reste du monde réuni.

Selon lui, en cas d'escalade prolongée, l'UE n'est pas démunie face aux États-Unis. Une réduction de ses investissements pourrait révéler la vulnérabilité structurelle d'une économie américaine dépendante des capitaux étrangers.

Quelques jours plus tard, lors du même Forum de Davos, Ray Dalio, fondateur du plus grand hedge fund au monde, a confirmé l'intuition de Saravelos. Il a rappelé que les guerres économiques évoluent souvent d'une « guerre commerciale » — comme c'est le cas actuellement avec les droits de douane — vers une « guerre des capitaux », impliquant contrôles de capitaux, restrictions d'investissement ou ventes massives d'actifs.

Scott Bessent, secrétaire au Trésor américain, a quant à lui, minimisé le risque d'une vente massive d'obligations américaines par l'Europe, affirmant avoir contacté le CEO de la Deutsche Bank, qui se serait désolidarisé de la note de son analyste.

Pourtant, le message essentiel demeure : l'économie américaine repose largement sur des importations de biens manufacturés provenant du reste du monde, financées par des capitaux étrangers qui comblent ses déficits.

« America First » et le retour à la doctrine Monroe (2026)

Malgré la rhétorique agressive et souvent spectaculaire de Donald Trump, la réalité est implacable : l'Empire américain, qui dominait sans rival après l'effondrement du bloc soviétique, est en pleine contraction.

Le modèle qui prévalait depuis trois décennies — importer massivement des biens manufacturés, les financer par des flux de capitaux étrangers et menacer militairement tout pays tentant de s'affranchir du dollar — touche à sa fin.

Avec sa doctrine « America First », Trump opère, sous un chaos apparent, une retraite stratégique. Il replie l'Empire sur son hémisphère occidental, tente de réindustrialiser le pays et impose les intérêts américains, défiant ouvertement le droit international.

Le monde commence à réaliser que Washington a subi sa première défaite militaire en Ukraine, même si le bellicisme européen et l'obstination de ses dirigeants à ignorer la réalité permettent encore de présenter les États-Unis comme un

intermédiaire pacifique dans ce conflit.

La crise diplomatique autour du Groenland a profondément ébranlé la confiance des Européens envers le leadership erratique et agressif de Washington. Toutes les alliances établies depuis 1945 sont désormais en sursis.

Washington ne distingue plus amis et ennemis et rejette ouvertement le multilatéralisme, jugé trop contraignant. Si l'OTAN n'est pas encore officiellement dissoute, son cœur — l'article 5 et la garantie de protection mutuelle — est déjà mort.

En réaffirmant « America First », Trump renoue explicitement avec les principes fondamentaux de la doctrine Monroe de 1823, modernisés sous le nom de « Trump Corollary » dans la National Defense Strategy de 2026. Il recentre les priorités américaines sur le territoire national et le continent américain, en affirmant une sphère d'influence exclusive face à la Chine et à la Russie.

Les documents stratégiques officiels du Pentagone le confirment : la priorité va ensuite à l'Indo-Pacifique (contre la Chine), à la gestion de l'Iran (et à la protection d'Israël), puis seulement à la question russe — laissée largement aux Européens.

Même si l'Alliance atlantique survit formellement, sa substance originelle est vidée. La rupture a eu lieu, mais ni les Européens ni Washington ne l'ont encore pleinement admise.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Trump, Donald L'UE L'Europe Allemagne Russie ÉTATS-UNIS L'OTAN